

## Pour la direction de France 3 Bretagne, l'invisibilité d'Iroise est une aubaine

La direction de France 3 Bretagne présente la suppression de l'édition locale Iroise comme une nécessité impérative, dictée par le fait que de moins en moins de personnes la reçoivent, faute de sa présence sur les box internet.

En fait, **ce problème de diffusion est un formidable effet d'aubaine** que la direction a pris bien soin de cultiver.

### Absence de négo avec les FAI

En évacuant d'emblée toute négociation régionale avec les fournisseurs d'accès à internet pour qu'ils reprennent le signal d'Iroise. Depuis des années, la direction s'abrite derrière une estimation de 6M€, qui correspondrait selon elle au coût national de reprise de l'ensemble des 18 signaux des locales excentrées sur les box mais aussi sur le satellite.

Or, on se rend compte que des chaînes locales privées ont obtenu d'être diffusées régionalement sur les box pour un coût bien moindre.

Au sein même de France 3, d'autres directions ont fait le choix de diffuser leurs locales sur les box, comme à La Rochelle et à Brive. Ce qui semble impossible en Bretagne ne l'est pas ailleurs.

### Refus d'expérimenter un autre créneau

En refusant d'examiner la possibilité de diffuser l'édition locale sur toute la région à une heure différente, à l'instar de ce que fait l'Alsace. Là-bas l'édition Rund Um est diffusée à 20h, à la place de Tout le sport et bénéficie ainsi de très bonnes audiences.

Lors d'une visite à Rennes il y a quelques mois, la directrice de France 3, Dana Hastier, s'était dite ouverte à cette possibilité. La direction de France 3 Bretagne n'a pas même instruit l'hypothèse.

### Les locales : un réservoir de main d'œuvre

Car en réalité, ce dont rêve la direction de France 3 Bretagne, c'est de supprimer l'édition locale.

Pour des **raisons économiques**, quoi qu'elle en dise.

Dans la situation financière que connaît France Télévisions, alors que Bercy réclame sans cesse plus de suppressions de postes au nom de la réduction de la dépense publique, les équipes de Brest et de Quimper représentent une formidable « **réserve d'effectifs** » que l'on va pouvoir mutualiser et redéployer dans une édition régionale unique. L'obligation de fabriquer chaque jour 7 minutes était une sacrée contrainte de planification et d'effectifs, dont la direction va ainsi pouvoir s'affranchir.

## Une reprise en main centralisée

Mais l'effet d'aubaine est également politico-stratégique : en supprimant l'édition du Finistère, la direction déplace la prise de décision éditoriale de Brest à Rennes et transforme les équipes finistériennes en simples fournisseurs d'éléments d'information à la demande (reportages, plateaux en direct, images). D'une part on installe un traitement de l'information « vu d'en haut », d'autre part **on casse ainsi un collectif de travail à l'identité forte**, pour transformer ses salariés en simples exécutants que l'on sollicite individuellement.

## Locales transformées en BIP = effectifs en baisse

Quoi que prétende la direction, il y a un vrai **risque pour l'emploi**. A Tours et Bourges,

les effets sont déjà visibles, un an après la fermeture des éditions : postes de journalistes transférés à Orléans et non remplacés, poste de monteur laissé vacant pour être redéployé ailleurs, assistantes administratives acculées à se projeter dans un autre métier ailleurs. Et ce n'est que le début.

Enfin, contrairement aux discours, la mutualisation des équipes n'a pas eu pour effet de renforcer la couverture de l'actualité dans les départements d'Indre et Loire ou du Cher, bien au contraire. Elle est en baisse, remplacée par des sujets « découverte » intemporels.

Au final, **France 3 déserte le terrain de la proximité** et laisse la place libre à BFMTV ou à d'autres concurrents privés.

19 septembre 2017